

LA CROIX 3 MAI 2011

LA MORT DE BEN LADEN NE MET PAS FIN AU TERRORISME

L'homme le plus recherché de la planète, Oussama Ben Laden, tenu pour principal responsable des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, a été tué à Abbottabad, à 50 kilomètres au nord de la capitale pakistanaise dans la nuit de dimanche à lundi.

Que s'est-il passé ?

Le numéro un d'Al-Qaida a trouvé la mort avec quatre autres personnes dont l'un de ses fils au cours d'un raid hélicoptère mené par les forces spéciales américaines, pendant lequel a eu lieu une violente fusillade. Des femmes et des enfants ont été interpellés. Les États-Unis, qui suivaient depuis quatre ans un homme de confiance de Ben Laden, disposaient de renseignements sur l'importance de ce bâtiment depuis le mois d'août. Mais c'est seulement la semaine dernière qu'ils ont estimé leurs données suffisamment fiables pour pouvoir intervenir. Les circonstances de l'opération restent obscures mais dans son allocution télévisée (*lire p. 3*), le président américain Barack Obama s'est félicité du succès rencontré par « l'équipe américaine ». Ce qui sous-entend que les Pakistanais n'étaient pas partie prenante de l'opération. Même si les autorités d'Islamabad l'ont qualifié de « *grands succès dans la lutte contre le terrorisme* », il leur sera difficile de faire oublier au monde que Ben Laden se trouvait sur leur territoire.

L'ennemi public numéro un des États-Unis a finalement été tué dans un lieu inattendu. Depuis le lancement de la guerre contre le terrorisme, en 2001, toutes les rumeurs le disaient dans les zones tribales pakistanaises, régions montagneuses quasiment inaccessibles et plus ou moins autonomes par rapport au pouvoir central le long de la frontière afghane. Or, il s'était apparemment réfugié dans la ville garnison d'Abbottabad qui abrite, entre autres, la plus prestigieuse académie militaire du pays.

Il vivait dans une résidence massive et luxueuse ultra-sécurisée, construite il y a près de six ans, donc assez peu discrète. Plusieurs voisins assurent qu'« *ils ignoraient l'identité de la famille* » qui vivait derrière ces murs surélevés, mais qu'ils ne doutaient pas qu'il s'agissait « *d'Arabes* », un terme générique au Pakistan pour désigner les combattants étrangers des réseaux Al-Qaida. Selon une source d'Abbottabad, « *on savait qu'un homme qui habitait dans cette maison était très malade depuis longtemps et qu'un médecin particulier le suivait* ».

La présence d'Oussama Ben Laden, avec femmes et enfants, à moins de deux heures de route d'Islamabad risque une fois encore de susciter de vives critiques sur le rôle du Pakistan régulièrement blâmé par les États-Unis pour son « double jeu ». Dès son arrivée au pouvoir en janvier 2009, l'administration Obama n'a eu de cesse de désigner le pays comme l'épicentre du terrorisme international. Depuis fin 2001 la majorité de cadres d'Al-Qaida arrêtés l'a été au Pakistan et beaucoup ont été tués dans les zones tribales par les tirs répétés des drones américains. Aujourd'hui encore ces régions abriteraient la majorité des membres de l'organisation. Quelles sont les implications pour le Pakistan ?

Quel avenir pour Al-Qaida ?

« *Oussama Ben Laden n'avait plus depuis bien longtemps de capacité opérationnelle. Il était essentiellement un symbole, or la mort n'affecte pas le symbole. Au contraire, il va rejoindre le rang des martyrs* », estime Alain Chouet. Pour cet ancien chef du service de renseignement de sécurité de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), le numéro deux d'Al-Qaida, Ayman Al Zawahiri (*lire ci-dessous*), est le véritable patron. De ce point de vue, rien ne change pour l'organisation. « *Mais quelle organisation ?* interroge Alain Chouet. *Chaque groupe ou groupuscule qui s'est donné le label agit dans des régions précises avec des revendications spécifiques. Au Pakistan, en Irak, au Yémen, etc., les activistes islamistes agissent dans des logiques d'affrontement local à l'encontre des pouvoirs en place ou des forces étrangères d'occupation qui n'ont plus guère de lien avec les racines d'Al-Qaida en Afghanistan. Ainsi Aqpa (Al-Qaida dans la péninsule arabique) cherche à affaiblir le Yémen avec le soutien des Saoudiens et Aqmi (Al-Qaida au Maghreb islamique) est essentiellement un problème de banditisme mafieux. On*

est loin de la "guerre de civilisation", même si chacun se revendique de Ben Laden pour faire peur, tout comme chaque gouvernement qui veut en découdre avec son opposition l'affuble de l'étiquette Al-Qaida pour justifier sa lutte. »

Yves Boyer, professeur de géopolitique à Polytechnique et directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, juge lui aussi que la perte du guide spirituel va renforcer cette tendance à la régionalisation et au fractionnement.

Faut-il craindre des représailles ?

La réponse ne s'est pas fait attendre. Le mouvement des talibans du Pakistan, allié à Al-Qaida, a promis de venger la mort de leur « martyr », menaçant au premier chef les gouvernements américain et pakistanais. Le prédicateur islamiste radical Omar Bakri, qui doit être jugé au Liban pour incitation au meurtre, a dit s'attendre à des « opérations de vengeance » en Europe. De fait, plusieurs pays ont, dès hier matin, renforcé leur dispositif de sécurité et Interpol a appelé à des « mesures spéciales de vigilance ».

« Il ne faut pas surdimensionner la force des réseaux, tempère Yves Boyer. Pour autant, plus que des attentats organisés, on peut craindre des actes isolés de "free lance" djihadistes qui veulent venger leur idole. » Mathieu Guidère, universitaire titulaire de la chaire « Islamologie et pensée arabe » à l'université de Toulouse 2, rappelle qu'après la mort d'Abou Moussab Al Zarkaoui, l'ex-chef d'Al-Qaida en Irak, en juin 2006, son successeur avait organisé pendant des mois une série d'attaques-suicides. « Les États-Unis vont souffrir », estime-t-il.

Au-delà d'un cycle de violence et de vengeance, le risque terroriste durera. « Le risque est chroniquement existant depuis dix ans et n'a que peu à voir avec Ben Laden, souligne Alain Chouet. Il ne s'éteindra pas. »

Quel peut être l'impact sur les otages français ?

La France compte aujourd'hui sept otages enlevés par des organisations liées à Al-Qaida ou en contact avec le réseau : deux journalistes de France Télévisions en Afghanistan, un membre de la DGSE en Somalie et quatre employés d'Areva dans le nord du Sahel. Le ministre de la défense, Gérard Longuet, a estimé que la mort de Ben Laden pouvait jouer « positivement ». « Je pense que la situation va permettre de débloquer des négociations et que des gens qui faisaient blocage pour des raisons politiques ne pèseront plus », a-t-il insisté.

Cette vision optimiste doit cependant être tempérée par la nature même des preneurs d'otages, qui agissent souvent pour des raisons crapuleuses. « Les otages rapportent gros. Si les négociations traînent en longueur, ils pourront menacer la France de les tuer, voire passer à l'acte en prenant le prétexte de la mort de Ben Laden », souligne Alain Chouet. Soulignant qu'« il n'y a aucun lien organique ou opérationnel entre Al-Qaida et Aqmi », le journaliste malien Adam Thiam, spécialiste de cette mouvance, estime lui aussi que la mort de Ben Laden ne mettra pas fin aux prises d'otages. Le constat vaut aussi pour les otages français d'Afghanistan et de Somalie.

Nadia BLETRY (Islamabd), Marie VERDIER, Olivier TALLES